



Lancement en Suisse du Rapport Mondial de suivi de l'Education pour Tous

3 février, Berne

Discours d'ouverture de M. le directeur Martin Dahinden

Salutations :

Mme Acédo, Directrice du Bureau de l'Education de l'Unesco à Genève

M. Watkins, Directeur du Rapport Mondial de Suivi de l'Education pour Tous de l'Unesco

Mme Aubert, Présidente sortante de la Commission Sciences-Education-Culture du Conseil National,

M. Byll-Cataria, Secrétaire Exécutif de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)

Mme. Ouedraogo, Secrétaire Exécutive de Enda Tiers-Monde, basée à Dakar,

Mesdames et Messieurs les membres du Réseau Suisse Education et Coopération,

Chères et chers collègues,

C'est un honneur et un grand plaisir de m'adresser à vous à l'occasion de l'ouverture de cette journée de lancement et de discussion en Suisse du Rapport mondial de Suivi de l'Education pour Tous.

Cette journée est importante pour la DDC à plusieurs titres :

Tout d'abord, comme vous le savez certainement, l'éducation des populations marginalisées constitue pour la DDC une préoccupation centrale. Dans le « Message sud » adopté par le Parlement pour la période 2009-2012, l'éducation a été retenue comme l'une des dix priorités de notre institution. Nous considérons que l'accès à une éducation de qualité pour tous doit être soutenu car il est non seulement un droit fondamental de tout être humain mais aussi un instrument unique de développement de capacités qui a des effets démontrés sur la santé, la citoyenneté, le développement économique, l'égalité hommes/femmes ou la compréhension interculturelle. Il sera aussi la clé pour relever les nouveaux défis tels que le

changement climatique ou la sécurité alimentaire. Mais, avant tout, plus que n'importe quel autre moyen, une éducation de qualité fait de l'être humain un acteur de son propre développement.

Cette journée est également importante car en cette année 2010, il est crucial de mettre l'éducation à l'agenda des discussions au niveau international, dans nos pays partenaires comme en Suisse. Le monde, en effet, a été secoué par une crise économique sans précédent dans laquelle les pays en développement ne portent pas de responsabilité mais qui risque pourtant d'avoir des conséquences dramatiques sur leurs populations, en particulier sur les plus démunies. Les budgets publics alloués à l'éducation risquent de diminuer et, simultanément, le pouvoir d'achat des populations va baisser. Ainsi, la scolarisation des enfants sera mise d'avantage encore en concurrence avec des priorités immédiates liées à la survie des populations. Or, d'autres crises nous ont enseigné que les élèves qui n'entrent pas à l'école à l'âge préconisé ou qui doivent l'abandonner en cours de route ont de très faibles chances de réintégrer un cursus scolaire. Nous sommes donc bien face à un risque d'exclusion à long terme d'une génération d'enfants et de jeunes de l'éducation,

Ces conséquences, qui viennent s'ajouter encore à celles de la crise alimentaire et à d'autres problèmes structurels, risquent d'annuler en partie les progrès acquis de longue lutte par les différents pays dans le domaine de l'éducation de base et des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

L'importance de cette journée réside bien sûr également dans votre présence à toutes et à tous, dans le dialogue qui pourra se nouer et les partenariats qui pourront se renforcer entre les différents acteurs et institutions en présence : organisations non gouvernementales, organisations internationales, syndicats et institutions de formation des enseignants, parlementaires, chercheurs, sans oublier mes collègues de la DDC et de l'administration fédérale. La situation de l'éducation dans le monde requiert en effet des partenariats forts, des échanges d'idées et d'expériences fructueux et des visions communes sur les priorités.

Le lancement en Suisse du Rapport Mondial de Suivi de l'Education pour Tous, constitue une excellente opportunité pour renforcer de tels processus. A ce titre, je souhaite remercier le Réseau suisse Education et Coopération de promouvoir de tels échanges. J'aimerais également féliciter l'UNESCO et le directeur de l'équipe qui produit le Rapport mondial, monsieur Watkins, pour l'excellence du travail accompli. La DDC est heureuse de contribuer à la publication de ce document de référence et de prendre connaissance, chaque année, des progrès réalisés et des défis persistants.

Le rapport de cette année nous a conforté sur plusieurs points. La DDC apporte un soutien à l'éducation dans des pays qui ont, selon le Rapport, les plus faibles indices de développement de l'éducation.

Les pays du Sahel en particulier mais aussi le Bangladesh, figurent tous parmi ceux qui sont le plus durement confrontés aux défis de l'éducation pour tous. Au Burkina Faso par exemple, malgré les progrès extrêmement rapides depuis 2000, le rapport montre que 50% des jeunes adultes ont bénéficié de seulement deux ans de scolarité. Dans ces pays, la DDC a toujours accordé une importance prioritaire aux populations touchées par ce que le rapport appelle « la pauvreté éducative ».

Dans les pays d'Europe de l'Est, tels que la Serbie, la DDC concentre également ses appuis sur les pratiques et les politiques qui permettent de mieux servir les communautés Roms qui souffrent d'une exclusion permanente de la société et de l'éducation.

En Afrique sub-saharienne et au Bangladesh nous appuyons, depuis de longues années, des programmes d'éducation de base et de formation destinés aux enfants et aux jeunes exclus de l'éducation dite « formelle » (la scolarité « normale ») ainsi qu'aux adultes qui n'ont jamais eu l'opportunité d'être scolarisés et qui ont besoin d'acquérir les capacités fondamentales (« apprendre à apprendre » apprendre à lire, à écrire, à calculer, à raisonner) et différentes compétences pratiques, professionnelles et liées à la vie quotidienne.

Nous avons soutenu de nombreuses organisations non gouvernementales, qui font un travail remarquable pour adapter l'offre éducative aux populations et pour mener des réflexions et des actions de fond sur la question fondamentale : « Quelle éducation voulons-nous pour quel développement ? ». Nous leur devons beaucoup en terme d'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation. Des solutions ont été trouvées pour résoudre les problèmes linguistiques (notamment grâce au bilinguisme), pour adapter les calendriers scolaires ou les contenus éducatifs aux caractéristiques des populations. Ces innovations ont, dans certains pays, mené à des changements durables des systèmes éducatifs.

Mais il faut reconnaître que la transformation des systèmes éducatifs et des politiques publiques pour mieux prendre en compte les populations marginalisées prend du temps et doit faire face à de nombreux obstacles et défis. Il est tentant, par exemple, de ne servir que les populations faciles à atteindre, surtout lorsque les ressources humaines et financières sont limitées. Inclure les garçons des centres urbains parlant le français ou l'anglais est plus facile que de toucher les filles des communautés rurales dont la langue est le haussa ou le fulfuldé, ou d'assurer la scolarisation des enfants de familles nomades. Il est tentant aussi de laisser les ONG, financées le plus souvent par la coopération internationale, prendre en charge les populations marginalisées sans pour autant donner à ces organisations une voix

au chapitre lorsqu'il s'agit de développer les politiques éducatives. Il est tentant enfin d'ignorer les attentes des parents et des communautés face à l'éducation et de laisser les « spécialistes » et autres acteurs (pédagogues, politiciens, agences de coopération) définir seuls ce qui doit être enseigné et comment. Et pourtant, les parents, y compris ceux qui sont issus des communautés dites marginalisées ont souvent des idées très claires sur ce qu'ils attendent de l'éducation.

Tout ceci nous conduit trop souvent, il faut bien le dire, à des systèmes éducatifs qui, au lieu de corriger les inégalités sociales, les renforcent et les reproduisent. Faire de l'éducation non pas le reflet des disparités et de la marginalisation mais au contraire le moteur de l'inclusion est un défi certes considérable et difficile mais qu'il faut relever. La construction de sociétés démocratiques et inclusives en dépend. Même si l'éducation à elle seule ne peut apporter toutes les solutions pour combattre la marginalisation, elle est une pierre angulaire de toute politique publique visant à réduire les disparités et l'exclusion.

Pour avancer dans cette direction, il faut, selon nous, poursuivre plusieurs objectifs prioritaires avec nos partenaires, notamment multilatéraux

- 1) Il faut s'assurer que les programmes que nous soutenons atteignent effectivement les populations marginalisées.
- 2) Il faut que les programmes d'éducation et de formation soient liés, qu'ils soient pertinents et de qualité pour les populations concernées.
- 3) Il faut absolument éviter que de si nombreux enfants et jeunes quittent précocement le système éducatif, dès les premières années de scolarité comme le révèle le Rapport.
- 4) Il faut que les voies « alternatives » d'apprentissage (l'éducation non formelle) soient pleinement reconnues et intégrées dans les politiques et les systèmes éducatifs.
- 5) Il faut que les organisations de la société civile (telles que les ONG, les organisations paysannes, etc.) puissent contribuer aux efforts d'éducation et à la définition des politiques.

La DDC, au cours de ses années d'engagement dans ce secteur et à travers les différents partenaires qu'elle a soutenu, a contribué à trouver un certain nombre de solutions en lien avec ces priorités. J'aurai l'occasion d'en partager certaines avec vous au cours de cette matinée. Mais je me réjouis beaucoup d'apprendre de vous toutes et tous, d'écouter le fruit de vos réflexions sur la base de cet important rapport et de nourrir ainsi notre vision pour le développement du secteur de l'éducation à la DDC.

Je remercie les organisateurs de m'avoir donné cette occasion de m'adresser à vous et je vous souhaite d'ores et déjà, à toutes et à tous, d'excellents travaux.